

Le développement humain

Un avenir qui nous ressemble
Un idéal qui nous rassemble



Toutes nos publications sont disponibles :

- En *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL :
www.cpcp.be/etudes-et-prospectives
- En *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Églises, 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

La société belge, comme celles des autres pays européens, connaît des bouleversements profonds : crises économique, sociale, environnementale, morale... Ces crises s'inscrivent dans la durée, elles nous inquiètent. Elles ont pourtant l'avantage de nous inciter à la réflexion. Doit-on seulement tenter de les combattre, de les ralentir ? Ou bien sont-elles l'occasion de repenser notre société ? Doit-on continuer sur la voie du repli sur soi et de la consommation à outrance ? Ou doit-on remettre en question des certitudes qui nous ont mené dans l'impasse ?

Cette publication présente le projet de société humaniste : le développement humain. Celui-ci dénonce les dérives de notre société de consommation mais ne se contente pas de proposer quelques ajustements. Son but, ambitieux, est l'invention d'un nouveau modèle pour notre développement. Radicalement différent, ce projet place l'épanouissement de l'être humain au centre de ses préoccupations et de ses objectifs. La philosophie du développement humain ne se limite plus à « avoir plus ». Elle correspond davantage à « être plus et avoir mieux » ! Choisir ce projet suppose de recréer des liens entre les personnes et de privilégier la qualité sur la quantité.

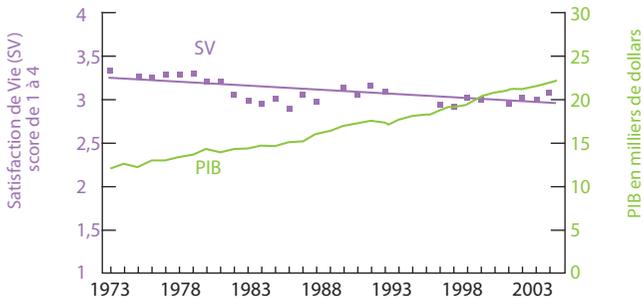
Cette analyse débutera par la question de la qualité de vie, un enjeu central à l'heure où le lien entre croissance et bien-être n'est plus si évident. Elle détaillera ensuite le projet de développement humain d'un point de vue global avant d'en présenter les grands axes à travers ses propositions en matière d'éducation, d'économie, d'évolution sociale et de vivre-ensemble. Cette analyse est en grande partie inspirée du texte approuvé par le cdH lors de son congrès national du 27 avril 2013 à Louvain-la-Neuve¹.

¹ « Le développement humain. Une vie de qualité, un bonheur partagé ». Texte approuvé lors du congrès du 27 avril 2013 à Louvain-la-Neuve.

I. CROISSANCE MATÉRIELLE ET QUALITÉ DE VIE

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale est entrée dans une ère de croissance matérielle, avec les Etats-Unis pour modèle. Voitures, machines à laver, loisirs, autant de biens et de services qui sont devenus accessibles au plus grand nombre. Dans le même temps, ce « boom » économique a permis le développement de notre sécurité sociale. Si tous les travailleurs bénéficient aujourd'hui d'une protection sociale, si chacun d'entre nous a accès au remboursement de ses soins de santé, c'est grâce aux progrès économiques d'après guerre ! Mais depuis les années 1980, la succession de crises économiques, financières et sociales tend à prouver l'essoufflement de ce mode de développement. Ce dernier ne tient plus ses promesses initiales d'amélioration du bien-être de chacun.

PIB par personne et satisfaction de vie moyenne
Belgique, 1973-2005



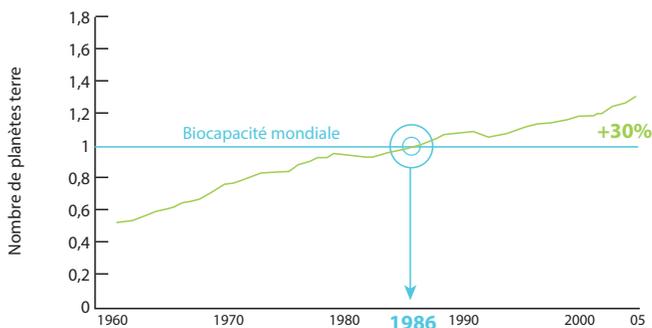
Source : Cassiers et Delain 2006

Ce graphique met en parallèle l'évolution du PIB belge et celle du ressenti des belges par rapport à leur qualité de vie. Verdict ? En trente ans, la production de richesses a presque doublé tandis que la satisfaction de vie du belge moyen a plutôt baissé. En d'autres mots, croissance matérielle ne rime plus avec épanouissement personnel. Bien sûr, on a tous droit à un certain niveau de confort, à un toit et à un revenu qui nous permette de vivre décemment.

Mais on peut aussi se demander si la volonté d'acquérir le dernier smartphone, tout simplement parce qu'il est nouveau, nous rend réellement plus heureux ? Cet idéal pose d'autant plus question lorsque tout notre temps, et toute notre énergie, sont consacrés à gagner ou à dépenser de l'argent. Utiliser son temps libre pour aller faire du shopping plutôt que pour passer un moment privilégié avec ses proches, n'est-ce pas révélateur d'un malaise ?

La croissance telle que nous la connaissons aujourd'hui s'accompagne également d'une hausse des inégalités² et de l'endettement des ménages et de l'État. La nécessité de conserver cette croissance est souvent justifiée par le besoin de financer les pensions, dont le poids va s'accroître avec le vieillissement de la population. Mais ce défi ne peut pas se résumer à une question d'argent. Il nécessite surtout le développement de services d'accompagnement efficaces pour les personnes âgées. Enfin, notre mode de développement mène à l'épuisement des ressources naturelles et à la pollution de notre atmosphère.

Empreinte écologique de l'humanité



Ce graphique évoque l'évolution de l'empreinte écologique de l'humanité, à savoir l'importance des ressources naturelles nécessaires pour satisfaire nos besoins et absorber nos déchets. Chaque année depuis 1986, nous consommons et polluons davantage que ce que la planète est capable de produire et

² La concentration des richesses est telle que de nos jours, 10% de l'humanité possède 83% des richesses mondiales (contre 20% de l'humanité il y a 20 ans) alors que la moitié en possède moins d'1%.

d'absorber sur la même période. La succession récente des catastrophes naturelles en témoigne : notre modèle de développement met tout simplement la survie de l'homme en danger. N'est-ce pas paradoxal ?

Face à ces constats, chaque courant politique tente d'apporter sa propre réponse. Les libéraux proposent la fuite en avant : le modèle est bon, il faut simplement le pousser plus loin, vers plus de production et de consommation. Les nationalistes prônent le repli sur soi. Les socialistes tentent tant bien que mal de freiner les excès de la société de consommation, sans vraiment la remettre en cause. Les écologistes, enfin, mettent en avant le concept de développement durable. Il s'agit d'aménager notre société afin de préserver l'environnement. En d'autres mots, notre mode de développement actuel ne doit pas mettre en danger la survie des hommes et femmes de demain. Le développement durable a l'avantage de répondre au défi écologique. Mais il apparaît plus comme une contrainte, « ne pas détériorer l'environnement », que comme un objectif positif à atteindre.

II. QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ?

Pour les humanistes, l'idéal réside dans le bonheur de l'homme. La croissance économique doit être au service de cet idéal, non être une fin en soi. Mais il n'est pas question d'abandonner toute idée de progrès, au contraire. En réalité, le développement humain entend bien promouvoir une croissance, celle de la qualité de vie ! Le volet économique n'en est qu'une composante parmi d'autres. La croissance économique est souhaitable seulement si elle contribue réellement à l'amélioration de notre bien-être. Bien sûr, la notion de qualité de vie peut dépendre des choix personnels de chacun. Il n'est pas question d'imposer un mode de vie mais de donner à chacun les moyens d'améliorer sa qualité de vie.

Le Produit Intérieur Brut

Le PIB est un indice visant à mesurer l'activité économique d'un pays. Le PIB est la somme des richesses produites en un an sur le territoire d'un État. Il est généralement utilisé pour mesurer la croissance économique de ce pays.

Pour cela d'autres indicateurs évaluant le développement d'une société doivent être envisagés. À ce jour, c'est toujours le PIB qui est utilisé pour estimer le niveau de développement d'un pays. Le PIB est basé uniquement sur la création de richesses matérielles pouvant être comptabilisées en argent. Le PIB ne prend pas en compte les effets négatifs des richesses créées (la pollution, les inégalités, ...) ou les activités qui ne s'évaluent pas en argent, tel le bénévolat. De plus, il reprend des activités ne présentant aucun aspect positif sur le bien-être : l'augmentation des accidents de la route, nécessitant une série d'interventions, de soins et de réparations, fait progresser le PIB. Le saviez-vous ? Par ailleurs, le PIB n'évalue pas le caractère « durable » des activités économiques. En résumé, c'est un point de vue très limité !

Il est donc impératif de choisir des indicateurs permettant de mesurer la croissance de la qualité de vie. Ceux-ci doivent reprendre les facteurs qui constituent vraiment un plus pour le bien-être de l'homme et son développement à

long terme. Ces différents indicateurs doivent être définis collectivement et démocratiquement. Ainsi, ils pourront « peser » sur les politiques futures en mettant en avant un idéal de développement partagé par tous.

“ *l’homme ne peut véritablement être heureux seul !* ”

Tout en respectant les spécificités de chacun, le développement humain s’appuie tout de même sur une conviction : l’homme ne peut véritablement être heureux seul ! Nous devenons ce que nous sommes grâce à nos relations avec notre famille, nos amis, nos collègues, etc. Notre bien-être dépend en grande partie de la qualité de ces relations. Le développement humain prend le contrepied d’un modèle de société qui, en voulant préserver la liberté de chacun, mène à l’isolement et au repli sur soi. Et si nous confondions liberté et indépendance ? Liberté et lien social ne sont en rien contradictoires si c’est en toute liberté que nous choisissons d’aller les uns vers les autres.

1. Un projet qui nécessite l’investissement de tous

Le développement humain est un projet populaire. On ne peut bâtir un projet de société par le haut, sans l’engagement des personnes qui la composent. Il y a donc lieu d’encourager les évolutions et initiatives à différents niveaux. Ces « noyaux de développement humain » peuvent ensemble aider à construire une société originale, humaine et solidaire.

Le rôle de l’État reste cependant crucial. Il ne peut se substituer à l’engagement populaire et citoyen mais doit servir de cadre afin de rendre cet engagement possible. L’État est un support et un vecteur de changement même s’il ne l’incarne pas directement. Il doit agir en stratège, en régulant l’économie et en déléguant les compétences à ceux qui les exerceront au mieux³. Les associations et organisations, directement en prise avec la réalité du terrain sont donc des acteurs privilégiés de ce projet.

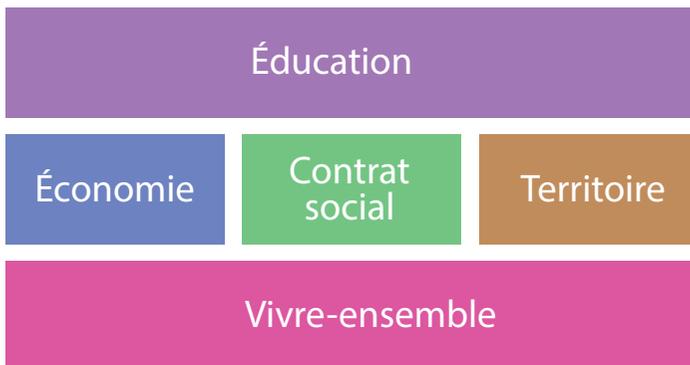
³ Cette volonté de déléguer les compétences aux échelons qui s’en chargeront le mieux est appelée « le principe de subsidiarité ».

Pour promouvoir ce modèle, nous devons dépasser les frontières belges. Car le développement humain ne sera réalisable chez nous que s'il est aussi porté au niveau européen. La transformation de notre modèle actuel nécessite de définir des objectifs et des moyens pour les atteindre. Le changement doit être accompagné et ne se fera pas en un jour !

III. LES PRINCIPAUX LEVIERS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Concrètement, l'idéal de développement humain met en avant cinq domaines d'action qui permettraient de changer la société en profondeur. Ces domaines sont l'éducation, l'économie, la justice sociale, les lieux de vie et le vivre-ensemble.

Les cinq leviers du développement humain



2. L'éducation

Dans ce domaine d'action, retenons deux axes : l'éducation morale de chaque enfant et la transmission des savoirs à l'école. En effet, l'éducation au sens large du terme commence dès la naissance. Elle est avant tout le fait des parents, de plus en plus accompagnés par une série d'acteurs. Certains sont issus de la famille, tels les grands-parents, d'autres relèvent des pouvoirs publics ou du monde associatif comme les crèches, les écoles de devoir, les mouvements de jeunesse, les clubs sportifs, ...

“ Favoriser l'excellence, c'est faire émerger le meilleur de chacun. ”

L'école est bien sûr un lieu d'éducation morale mais également, et surtout, le lieu de transmission des savoirs. Pour remplir sa mission, l'école doit avant tout donner la priorité à l'apprentissage des connaissances de base. Tous les élèves doivent disposer d'un socle solide de savoirs communs, sans pour autant mettre de côté les activités artistiques, sportives ou techniques. Mais l'école moderne se doit aussi d'être créative et innovante, de permettre à chaque élève de développer son potentiel dans les domaines où il est le meilleur. Favoriser l'excellence, c'est faire émerger le meilleur de chacun, non privilégier une élite ! Dans ce cadre, il est primordial de veiller à l'intégration de personnes « défavorisées » (immigrés, handicapés, enfants issus de familles à revenus modestes...) et de permettre à chacun de réussir les études supérieures de son choix. Par ailleurs, un enseignement efficace ne peut plus se permettre d'être coupé du reste du monde, social ou économique. Une attention particulière doit être portée à la revalorisation des filières techniques et professionnelles, trop souvent déconsidérées et évoquées comme des choix « par défaut » ou « par dépit ».

Enfin, l'école ne peut être dissociée de ceux qui la font vivre au quotidien : les équipes éducatives (professeurs, éducateurs, psychologues,...). Ceux-ci méritent de pouvoir exercer leurs différentes missions avec une certaine liberté d'action. Nos écoles se voudront davantage autonomes, moins rattachées à un pouvoir central qui a parfois tendance à « tuer » l'initiative.

3. L'économie

Avec la succession inédite de crises économiques, le moment est peut-être venu de remettre en question l'idée selon laquelle le bonheur passe uniquement par la consommation. La consommation permet d'acquérir un certain confort mais suffit-elle réellement à nous rendre heureux ? Si la réponse est non, il est temps de repenser notre économie pour en faire un outil au service du bien-être de chacun. L'accès à des biens de qualité et à un travail épanouissant ne devrait-il pas être une priorité ?



Pour ce faire, il convient de créer une dynamique innovante et ambitieuse entre les trois secteurs de l'économie : agriculture, industrie et services. Si les agriculteurs ne sont plus aussi nombreux que par le passé, ils constituent toujours le pilier fondamental de notre économie. Aujourd'hui, l'agriculture est sous la menace de grands groupes alimentaires, plus industriels qu'agricoles. Elle doit rester locale et continuer de produire des biens de qualité, respectueux pour notre santé et notre environnement. L'accent doit également être mis sur l'autonomie alimentaire de chaque pays. Sur les marchés financiers, les produits agricoles sont achetés et revendus comme n'importe quel autre titre financier. Cette spéculation pousse les prix à la hausse. Or, il n'est pas normal que certains spéculent sur un besoin aussi élémentaire que l'alimentation !

Les industries demeurent également un pilier important de l'économie. Celles-ci ont tout intérêt à miser sur l'innovation, tout en évitant le gaspillage inutile des ressources. Défendre la compétitivité des industries belges face à la concurrence étrangère n'est pas qu'une question de salaires. Cette compétitivité dépend tout autant de la qualité des biens que nous produisons et des compétences des travailleurs.

Pour favoriser une économie à taille humaine, le rôle des services est central, notamment celui des services aux personnes qui représentent un soutien quotidien pour les familles. De manière plus générale, la création de liens plus directs entre producteurs et consommateurs est également à privilégier. Pour ce faire, il convient de développer les entreprises locales, principalement les PME et les micro-entreprises. Comment ? Notamment en facilitant l'accès au crédit et en donnant aux jeunes le goût d'entreprendre.

4. La justice sociale et fiscale

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent contre le système fiscal belge. Trop complexe, il génère de nombreuses injustices et inégalités. Les plus démunis se retrouvent « perdus » dans ce labyrinthe tandis que les mieux informés profitent de ses failles pour en tirer d'énormes bénéfices. Notre système fiscal est par ailleurs inefficace. Les salaires sont lourdement taxés. Autrement dit, engager des travailleurs coûte cher ! La création d'emploi est donc pénalisée. A l'inverse, notre fiscalité ne pénalise pas suffisamment les activités qui polluent et ne protège pas assez l'environnement.

Une véritable « révolution fiscale » est indispensable. Celle-ci doit s'articuler autour d'une fiscalité juste, incitative et efficace. Tout d'abord, il s'agit de prendre en compte l'ensemble des revenus du citoyen belge et de créer un équilibre entre eux. Par exemple, taxer un peu mieux les revenus du capital, comme les actions, permettrait de taxer un peu moins les salaires et de favoriser l'emploi. Par ailleurs, simplifier le système pour le rendre plus compréhensible permettrait à la fois d'établir une véritable égalité devant l'impôt et de simplifier la vie des entreprises. La fiscalité est aussi un outil puissant qui permet d'orienter les comportements vers les objectifs à atteindre. Il est important que le prix d'un produit reflète son véritable coût social et environnemental. Taxer les produits les plus polluants ou, au contraire, favoriser la consommation de biens durables et/ou de qualité sont autant de mesures fiscales qui peuvent influencer positivement les comportements.

“ Le rôle de l'État ne peut se limiter à soutenir financièrement les personnes dans le besoin sans leur offrir de perspectives d'avenir. ”

Dans le même temps, c'est également le système social belge qui mériterait d'être rénové. Le rôle de l'État ne peut se limiter à soutenir financièrement les personnes dans le besoin sans leur offrir de perspectives d'avenir. L'État se doit au contraire d'être proactif vis-à-vis des allocataires sociaux en assurant leurs droits à une vie décente d'une part, et en favorisant leur accès à l'emploi d'autre part. Il ne s'agit donc ni d'« assister » la personne, ni de la laisser démunie ou livrée à elle-même mais de lui permettre de participer activement à la société. Enfin, il est nécessaire d'impliquer davantage le secteur associatif dans l'action sociale, et ce afin de palier au caractère souvent « froid » et peu humain des institutions publiques de sécurité sociale.

5. Le territoire

Un territoire c'est une zone géographique possédant certaines composantes (relief, habitat, densité de population...), mais c'est aussi, et surtout, un lieu de vie partagé par des êtres humains! Comment envisageons-nous nos villes et villages de demain ? Comme des lieux qui nous divisent ou qui nous rapprochent ? Le développement humain suggère des territoires créateurs de relations humaines, pensés, organisés et animés afin de favoriser les rencontres, la mixité et la cohésion. Car, pour notre bien-être, il est vital de renforcer la convivialité des lieux dans lesquels nous vivons.

“ *Un territoire, c'est avant tout un lieu de vie partagé par des êtres humains.* ”

Susciter une plus grande convivialité dans nos villes et villages nécessite de repenser le territoire non comme un ensemble de cases individuelles mais comme un lieu ouvert disposant de commerces de proximité, d'espaces verts, d'aires de délasserment et de rencontres. Il importe de ne plus éparpiller l'habitat le long des voies de communication ou en périphérie des grandes villes, mais bien de valoriser davantage les centres des localités rurales et urbaines. Si l'espace vient à manquer en raison des évolutions démographiques, il est préférable de partager le territoire plutôt que d'essayer de l'étendre à l'infini au détriment de l'environnement et des liens sociaux. Les différentes formes d'habitat groupé méritent donc d'être envisagées et mises en avant. La convivialité des territoires passe également par une mobilité fluidifiée, proche, adaptée aux horaires de chacun et utilisant efficacement les nouvelles technologies.

Le bien-être passe aussi par le renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés, religions et générations. Et cette cohésion dépend pour beaucoup du visage que nous donnons à notre territoire. Un lieu de vie ne doit pas séparer les populations suivant certains critères mais, au contraire, encourager le renforcement des liens entre elles.

Un espace agréable où les gens se connaissent et apprennent à s'apprécier débouchera inévitablement sur plus de participation à la vie de la communauté. Cette participation citoyenne est la base de la démocratie. Celle-ci doit en effet se vivre au jour le jour au lieu d'être réservée aux politiciens professionnels ou de se résumer à aller voter lors des différents scrutins. La participation des citoyens à l'architecture du territoire via un débat démocratique est donc une condition sine qua non pour assurer notre qualité de vie.

6. Le vivre-ensemble

Rappelons-le, le développement humain s'appuie sur la conviction que notre bonheur passe notamment par notre relation avec les autres et notre participation à la société. Notre qualité de vie dépend pour beaucoup de notre capacité à vivre ensemble.

Le vivre-ensemble repose naturellement sur le respect. Ce concept ne peut se résumer à la répression des délits, il est avant tout une question d'éducation et de possibilité d'intégration. En effet, comment respecter une société qui vous exclut ? Bien vivre en communauté nécessite donc de briser les fractures sociales et culturelles. Pour cela, différents combats doivent être menés : la lutte contre l'exclusion sociale, l'égalité hommes-femmes, l'accompagnement des personnes handicapées, le dialogue interculturel, le refus de l'extrémisme, le mélange des générations... Le respect repose sur un équilibre entre la prévention et la répression. Il convient avant tout d'empêcher un délit de se produire mais, si celui-ci a bel et bien lieu, une sanction mesurée et adaptée doit inévitablement être posée.

Le vivre-ensemble passe également par le soutien aux familles, qui constitue la base de l'épanouissement personnel. Les politiques publiques doivent être pensées en fonction de cet objectif et s'adapter aux évolutions récentes des situations familiales. Enfin, on insistera jamais assez sur la responsabilité de chacun dans la réussite ou l'échec de la vie en société. Bien vivre ensemble nécessite avant tout la contribution de chacun et chacune d'entre nous !

CONCLUSION

Le développement humain, idéal novateur et ambitieux, ne peut se concrétiser sans une réelle remise en question de nos comportements. Notre bien-être ne peut découler de l'application des méthodes anciennes, il doit reposer sur une réflexion nouvelle. Il importe pour cela de lutter contre les différents conservatismes, de droite comme de gauche. Changer la société en profondeur nécessite de mettre en évidence ce qui nous rapproche, non ce qui nous divise.

Une telle idée demande de l'audace, de la générosité, du respect, de la confiance et un sens de la responsabilité. S'il veut réellement améliorer la qualité de vie des citoyens, un tel projet doit nécessairement s'appuyer sur la participation de tous, sur une juste répartition des efforts à fournir et sur un équilibre entre droits et devoirs. . En définitive, le projet de société humaniste, le développement humain, est une invitation à réaliser collectivement une société simplement plus humaine.

Auteur : Julien Milquet
Septembre 2013

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be